

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18885 - 73ÈME ANNÉE

Le président de la République annonce la fin des centrales thermiques et à charbon pour 2022

4 ans pour réaliser l'autonomie énergétique électrique de La Réunion

L'autonomie énergétique pour 2025 a été remise en cause en 2010 avec le choix du PS de faire élire Didier Robert à la présidence de la Région. Or le président de la République a confirmé que d'ici 2022, les centrales thermiques et à charbon devront être fermées. Cela veut dire que d'ici 4 ans, il faudra réaliser l'autonomie énergétique électrique de La Réunion. Un retard considérable pris ces 7 dernières années est à rattraper.

Le 17 décembre dernier, Emmanuel Macron s'est exprimé à la télévision. Parmi les annonces faites, une a d'importantes conséquences pour La Réunion. C'est l'arrêt des centrales thermiques et à charbon d'ici 2022. C'est la conséquence d'une volonté politique de placer la France comme un des chefs de file de la transition énergétique. Cela s'est concrétisé par l'organisation d'un Sommet sur le climat où des engagements financiers ont été pris. De plus, le président de la République a plaidé pour que ce sommet devienne un rendez-vous annuel. Ceci permettra alors de faire le point sur la tenue des engagements.

Une dynamique brisée en 2010

La fin d'ici 4 ans des centrales thermiques et à charbon signifie donc qu'en 2022, La Réunion devra être capable de produire toute l'électricité nécessaire à sa consommation à partir des énergies renouvelables. Le défi est considérable, car elles représentent aujourd'hui à peine 35 % de la production totale. Cette valeur stagne voire diminue depuis plusieurs années en raison de l'abandon de l'objectif d'autonomie énergétique pour 2025.

Rappelons qu'à son arrivée à la présidence de la Région Réunion, Paul Vergès avait fixé cette échéance. Des outils ont donc été mis en place

pour atteindre l'objectif. Ce fut notamment la création de l'ARER (Agence régionale de l'énergie Réunion), ainsi que du PRERURE, feuille de route pour qu'en 2025, l'électricité et les transports n'aient plus besoin d'énergies fossiles.

Les progrès ne cessaient de s'accumuler, la part des énergies fossiles régressait et La Réunion s'était couverte en quelques années de plus de 100.000 chauffe-eau solaires. Notre île était citée en exemple dans ce domaine à chaque visite officielle, ainsi que dans les rencontres internationales. Cela permit à La Réunion d'organiser en 2008 une conférence de l'Union européenne et de l'UICN sur la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. Elle s'était conclu par l'approbation d'un mot d'ordre lancé par Paul Vergès à cette occasion : l'autonomie énergétique des îles en 2050.

À cette époque, cet objectif menaçait les intérêts de monopoles bien installés dans notre île dans les secteurs de l'énergie et des transports. Leurs intérêts rejoignaient ceux du PS, dont un de ses membres, Gilbert Annette, déclarait publiquement que l'autonomie énergétique était irréaliste. La conjonction de ces intérêts a abouti au résultat des élections régionales de 2010 : le PS qui se maintient pour que la liste UMP de Didier Robert batte celle de l'Alliance conduite par Paul Vergès.

Pas de permis de polluer pour EDF et Albioma

Depuis, La Réunion a perdu son avance et est même en retard. En effet, la part des énergies renouvelables diminue, en raison notamment du refus de remplacer la centrale thermique du Port par une alternative à base d'énergies renouvelables démontrée comme possible par l'ARER. La consommation en énergies fossiles dans les transports ne cesse d'augmenter. C'est la conséquence d'une politique clairement orientée en faveur du tout automobile, marquée par la réorientation des crédits obtenus pour la réalisation d'un train vers la construction d'une route en mer.

La déclaration d'Emmanuel Macron place les responsables de ce gâchis au pied du mur. Personne ne peut en effet imaginer qu'au cours des 4 prochaines années, un réacteur nucléaire sera installé à La Réunion pour produire de l'électricité pour compenser la fermeture des centrales thermiques et à charbon qui assurent près de 70 % de la production d'électricité. Il est également impensable qu'une dérogation soit demandée pour que les producteurs d'électricité à La Réunion exploitant des centrales thermiques, EDF et Albioma, soient les seuls de la République à avoir un permis de polluer l'atmosphère. Il faudra donc réactiver au plus vite la dynamique qui a été cassée en 2010 pour que La Réunion se mette à niveau et réalise son autonomie énergétique électrique d'ici 4 ans.

M.M.

Corsair, la compagnie la moins chère, exclue de la desserte

La Réunion-Madagascar : monopole d'Air Austral et de sa filiale Air Madagascar

L'annonce du gouvernement malgache d'interdire la desserte de la Grande Île depuis La Réunion par Corsair a une conséquence. Les lignes entre notre île et Madagascar seront exclusivement assurées par Air Austral et sa nouvelle filiale, Air Madagascar. Cette situation inquiète à Madagascar, car Corsair était la compagnie qui pratiquait les tarifs les plus bas.

Avant la création d'Air Austral, les Réunionnais avaient le choix entre deux compagnies pour se rendre à Madagascar : Air France et Air Madagascar. Lors de la création de la compagnie réunionnaise, c'est Air Austral qui a repris la ligne. Une troisième compagnie était également arrivée sur cette liaison : TAM, Travaux aérien de Madagascar, qui desservait Pierrefonds.

L'arrivée l'an passé d'un nouvel acteur a changé la donne. Corsair avait en effet obtenu le droit d'exploiter cette ligne. L'intérêt pour la filiale de TUI était d'occuper ses avions assurant la liaison entre La Réunion et la France et qui restaient toute la journée stationnés sur la piste de l'aéroport de Gillot. Corsair a proposé des prix bien moins élevés. À partir de 200 euros sans bagage de soute, tel était le prix d'appel. Corsair assure un vol par semaine dans ces conditions.

Mais ces dernières semaines, Air Madagascar est devenue une filiale d'Air Austral. C'est sans doute ce qui explique pourquoi le gouvernement de Madagascar a annoncé sa décision de revenir sur sa décision d'autoriser Corsair à desservir Madagascar depuis La Réunion. Cette nouvelle suscite l'inquiétude de la presse malgache, comme l'indique « l'Express de Madagascar ». Voici un extrait d'un article paru hier chez notre confrère :

Fin du « tarif le plus compétitif »

« Coup dur pour Corsair. Cette compagnie aérienne risque de boire la coupe amère en 2018. Les autorités malgaches, à travers le ministère du

Transport et de la météorologie, ont remis en cause ses vols régionaux. Lors d'une rencontre avec la presse, Ralava Beboarimisa, ministre du Transport et de la météorologie, confirme l'existence d'une décision d'interdiction à cette compagnie d'exploiter la ligne Antananarivo - La Réunion. « Corsair ne peut plus vendre cette destination », a déclaré le membre du gouvernement.

Cette décision intervient au lendemain de la signature du pacte d'actionnariat, entre Air Madagascar et Air Austral. La présence de Corsair sur cette ligne représente une menace pour toutes les compagnies opérant dans cette zone, dont le partenaire stratégique de la compagnie aérienne malgache. Le tarif proposé par la filiale de Tui est le plus compétitif du marché. Le tarif d'appel se situe à moins de 200 euros, et à 238 euros avec un bagage en soute. Pour le même trajet, Air Austral affiche un tarif plus que double. Sur son site internet, le prix moins élevé de la compagnie réunionnaise est de 325 euros pour un départ prévu du 25 décembre. Cette situation fait peut-être peur aux autorités. D'où, cette mesure de « protectionnisme » malgré la libéralisation du ciel malgache. Une perte engendrée par Air Austral risque d'impacter le plan de redressement d'Air Madagascar. Les deux ne font qu'un maintenant ».

Quel impact du monopole sur les prix ?

L'inquiétude est manifeste. Tout d'abord, l'arrivée d'un nouvel acteur sur cette ligne avec des prix moins chers laissait envisager des retombées positives pour Mada-

gascar, car qui dit prix moins élevés dit plus de trafic. C'est ce qui se vérifie notamment sur la liaison entre La Réunion et la France. La venue de French Blue a en effet amené une offre moins chère que la concurrence. En conséquence, le trafic a augmenté et l'aéroport Roland-Garros de Gillot s'apprête cette année à battre son record de fréquentation.

Ensuite, l'exclusion de Corsair signifie que les vols entre La Réunion et Madagascar seront assurés par une compagnie et sa filiale. C'est donc une situation de monopole. Un monopole n'est jamais bon pour les prix. Les Réunionnais ont souffert de cette situation pendant des décennies. Quand Air France était la seule compagnie autorisée à voler entre La Réunion et la France, les tarifs étaient prohibitifs. Ils étaient une source importante de profit pour Air France. En s'assurant un monopole, Air Austral créé les conditions pour empêcher une baisse des prix, voire même favoriser leur augmentation. Ainsi, Madagascar devient une chasse gardée qui permet de compenser les pertes observées par ailleurs, notamment sur la ligne entre La Réunion et Paris en raison de l'abandon du projet d'Airbus A380 qui a privé Air Austral d'avoir les moyens de baisser les prix de 30 % au profit des Réunionnais et des touristes venus de France qui souhaitent se rendre à La Réunion.

L'évolution des tarifs sur les lignes entre La Réunion et les différents aéroports malgaches desservis depuis notre île seront donc à suivre avec attention.

M.M.

Edito

La Catalogne confirme sa volonté d'émancipation

Organisées à la suite de la suspension de l'autonomie de la Catalogne par le gouvernement espagnol, les élections régionales de jeudi dernier ont reconduit la coalition indépendantiste au pouvoir dans cette province de l'Espagne. Elles ont été marquées par un fort taux de participation, plus de 80 %, ce qui crédibilise le résultat.

Les deux principaux partis indépendantistes ont fait campagne alors que leurs dirigeants sont en prison ou en exil. Sur 135 sièges, les indépendantistes en obtiennent 70. Ils ont la majorité absolue dans l'Assemblée de Catalogne. Du côté des partis espagnols, celui du chef du gouvernement a subi un très grave échec : 4,2 % des suffrages et 4 sièges. C'est un nouveau parti de droite, Ciudadanos, qui le remplacera en Catalogne dans le rôle du principal opposant à l'indépendance. Pour sa part, Podemos plafonne à 8 sièges.

C'est donc un cinglant désaveu pour le gouvernement espagnol. Il a sévèrement réprimé l'organisation du référendum d'autodétermination du 1er octobre, qui avait débouché sur un vote pour l'indépendance de la Catalogne. Il avait aussi dissous le Parlement de la Catalogne à la suite de l'adoption de la déclaration d'indépendance qui prévoit le retour à une République en Catalogne. Enfin, il a organisé la répression contre les dirigeants indépendantistes en destituant le président Carlos Puigdemont et en lançant des mandats d'arrêt à leur encontre. Le président et plusieurs ministres se sont réfugiés à Bruxelles tandis que d'autres membres du gouvernement

catalan ont été jetés en prison.

Rappelons que l'origine de la crise vient du refus obstiné de donner droit aux demandes de plus d'autonomie formulées par les Catalans, qui souhaitent disposer de compétences exercées par le Pays basque. Le Parti populaire au pouvoir en Espagne reste marqué par l'héritage du franquisme qui était un régime politique dictatorial fortement centralisé, où l'usage du catalan et du basque étaient interdits. Son intransigeance a débouché sur le référendum d'indépendance, la répression qui a suivi et le résultat des élections de jeudi.

Toutes ces mesures n'ont pas empêché la volonté de plus d'autonomie de s'exprimer. Après la Corse, la Catalogne confirme que ce sentiment est fortement présent dans des régions de piliers de l'Union européenne comme l'Espagne et la France. Il devra être pris en considération.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Madagascar

Des bouses de zébus pour cuire les repas

Pour ne plus utiliser de bois et mettre un frein à la déforestation, les villageois sans accès au réseau électrique sont invités à se servir du biogaz.



« Cet agriculteur utilise les bouses de ses trois zébus pour produire du méthane ».

Jour de mariage au village de Mahabo, à deux heures de route et de piste de Tana, la capitale malgache. Jaona Herimanga Randriampenosoa n'est pas de la fête, mais se fait une joie de montrer son « biodigester ». Le secrétaire comptable de la commune explique le fonctionnement de la cuve en béton, enfouie sous le sol de latérite pile devant son pas de porte. Tous les trois jours, il soulève le couvercle, sur lequel ont pris l'habitude de jouer les plus petits de ses cinq enfants, y déverse de l'eau et trois seaux de bouse de ses zébus. Et il attend.

faut acheter à des vendeurs au bord des routes défoncées. « J'ai réalisé des économies, se félicite Jaona sous son chapeau de paille. Grâce au biogaz, j'ai pu investir dans mes cultures et payer les frais de scolarité des enfants ».

Ce genre de biodigesteurs, il en existe seulement 400 sur l'ensemble de ce pays de 26 millions d'habitants. Maud Ferrer, chef de projet à l'association ETC Terra, qui lutte contre la déforestation depuis 2012 à Madagascar, ne désespère pas. La volontaire en solidarité internationale est intarissable sur les bienfaits de cette éco-solution : « Tous les ans, 1 % de la forêt malgache, soit 40 000 hectares, part en fumée ;

alors si on peut éviter de couper les arbres pour cuisiner... » Les habitants perdent moins de temps à collecter les bouses qu'à sillonner les bois, ne souffrent plus de la fumée, et, cerise sur le gâteau, utilisent le « digestat » - les résidus de la fermentation - comme engrais pour leurs cultures.

Investissement partagé

Mais un biodigester coûte entre 700 et 1200 euros, selon la taille, somme que les Malgaches ne peuvent déboursier - le revenu mensuel moyen est en-dessous de 40 euros. Aussi, si ETC Terra leur demande de fournir une partie des matériaux et d'acheter le réchaud à gaz, elle prend en charge ciment, ferraille, livraison et main d'œuvre. L'association, financée pour ce projet par la Commission de l'Océan Indien, l'Union Européenne et la fondation Aga Khan, compte installer 120 biodigesteurs dans le nord de la Grande Île. Une zone encore épargnée par les dahalos, les redoutables voleurs de zébus, qui menacent ailleurs dans le pays l'accès à la ressource que sont les précieuses bouses.

2R2D : Réseau des Reporters en Développement Durable - Océan Indien

Source d'économies

Il attend que les matières organiques fermentent et dégagent, sans mauvaise odeur, du méthane. Ce biogaz alimente, au premier étage de sa maisonnette en briques rouge orangé, le réchaud de sa cuisinière, un rice-cooker et un lumogaz. Un luxe dans cette région de riziculture. En « brousse », seulement 6 % des Malgaches ont accès à l'électricité, ils ne sont que 15 % en milieu urbain.

Alors, pour cuire le romazava ou le ravitoto, les habitants brûlent du bois ou du charbon de bois, qu'il



Création d'une activité génératrice de revenus

RE-USE ECOLAB : un service d'intérêt public pour l'environnement

RE-USE ECOLAB est une initiative lancée par le projet ISLANDS de la Commission de l'océan Indien (COI) en 2014 et financée par l'Union européenne (UE). Il s'agit d'une initiative qui a pour objectif d'identifier et de former des femmes vulnérables à la valorisation des déchets les plus communs comme les papiers ou les canettes de boissons. Depuis son lancement RE-USE ECOLAB a formé plus d'une centaine d'éco-créatrices dans cinq pays.



tiative. RE-USE ECOLAB est donc aussi économiquement utile. Grâce à la vente des déchets valorisés, ces femmes assurent une rentrée d'argent qui leur permet de vivre décemment.

Un autre mode de vie

RE-USE ECOLAB est également utile sur le plan social, car il permet aux éco-créatrices d'accéder à plus d'autonomie et d'acquérir leur indépendance, notamment financière.

RE-USE ECOLAB a été déployée dans tous les Etats membres de la COI et à Zanzibar (Tanzanie). Les petits Etats insulaires en développement ou PEID font face à des défis de développement durable spécifiques à cause de leur isolement, de leur petite surface ou encore des effets du changement climatique. La gestion des déchets constitue aujourd'hui un problème de taille pour les PEID. À travers son projet ISLANDS et la publication de ce manuel, la COI apporte une contribution concrète pour aider les populations à répondre aux défis spécifiques des PEID et de leurs populations.

En effet, c'est grâce au changement du mode de vie et de consommation de chacun que l'avenir de l'Indianocéanie peut aussi évoluer. Chaque geste compte. C'est là toute la valeur de RE-USE ECOLAB.

Le manuel de RE-USE ECOLAB, publié le 21 décembre 2017, a pour objectif de montrer à travers des illustrations, la manière de valoriser simplement des déchets de base de la vie quotidienne. Il présente également des chiffres clés ainsi que l'importance des déchets créés par l'homme et son mode de vie, et ses conséquences sur la planète. Les techniques et astuces de valorisation des déchets invitent le lecteur à vivre différemment, en réduisant ses déchets et en adoptant le recyclage.

Transformer un problème en un atout

Utile, l'initiative RE-USE ECOLAB l'est à plus d'un titre. Elle a d'abord une utilité environnementale. En ef-

fet, dans le cadre de RE-USE ECOLAB, des femmes sélectionnées par des ONG locales collectent les déchets qui peuvent être transformés. Elles contribuent ainsi à la préservation de l'environnement quand on sait qu'environ 6,4 millions de kg de déchets sont déversés chaque année dans les océans du monde entier. Les déchets sont transformés en objet du quotidien comme des cendriers ou des bougeoirs, en petits paniers ou cadres photos. Ils retrouvent ainsi une deuxième vie, au lieu de finir à la poubelle.

Les femmes sélectionnées pour suivre la formation de RE-USE ECOLAB sont issues de milieux vulnérables. Ce faisant, l'initiative RE-USE ECOLAB leur permet également de générer des revenus réguliers.

À Maurice, c'est « Belle verte », un organisme communautaire qui a sélectionné les participantes à l'ini-

Inquiétant rapport de la FAO

Quand la guerre entretient la famine

Des conflits prolongés et des crises à répétition dans une poignée de pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord entravent les efforts déployés pour éradiquer la faim dans la région d'ici à 2030, selon un nouveau rapport publié ce jeudi par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'édition 2017 du rapport Panorama régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Proche-Orient et en Afrique du Nord explique, en particulier, que l'intensification continue de la violence élargit le « fossé de la faim entre les pays touchés par les conflits et ceux qui en sont épargnés ». Dans les pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), directement touchés par des conflits, on comptait 27,2 % de personnes chroniquement affamées ou sous-alimentées au cours de la période 2014-2016. C'est six fois plus que la part de la population sous-alimentée dans les pays non touchés par des conflits (4,6 % en moyenne). Quant à « l'insécurité alimentaire aiguë », autre paramètre utilisé par la FAO pour mesurer la faim, elle est actuellement dans les pays touchés par des conflits deux fois plus importante que dans les pays MENA non touchés par des troubles.

Objectif « Faim Zéro » compromis

Ces tendances jettent une ombre noire sur la capacité de la région MENA à atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) « Faim Zéro » d'ici à 2030, met en garde le rapport. Dans une région largement composée de pays en développement à revenu intermédiaire, où la faim chronique touche généralement moins de 5 % de la population, les violences qui secouent une poignée de ces pays ont fait en sorte que la proportion de personnes souffrant de faim chronique dans les zones en crise a atteint des niveaux comparables à ceux des pays les plus pauvres du monde. Cela entrave fortement les efforts de réduction de la faim dans l'en-

semble de la région MENA et compliquera la réalisation de progrès tangibles vers l'éradication de la faim au moyen des mécanismes politiques traditionnels, à moins que des mesures décisives en faveur de la paix et de la stabilité ne soient prises, avertit le rapport.

Le rapport souligne que plusieurs pays de la région MENA sont particulièrement touchés par les conflits avec des conséquences graves sur les revenus et la sécurité alimentaire des populations.

Syrie, Irak, Yémen et Libye

En Syrie, les violences ont fait chuter de 67 % le produit intérieur brut (PIB) et compromis gravement la sécurité alimentaire. Selon les estimations, 70 à 80 % des Syriens ont actuellement besoin d'aide humanitaire, tandis que 50 % ont besoin d'une aide alimentaire. En Irak, où les conflits ont entraîné une baisse de 58 % du PIB, 30 % de la population a besoin d'une aide humanitaire, tandis que 9 % ont besoin d'une aide alimentaire. Le Yémen est également ravagé par les conflits. Dans ce pays 70 à 80 % de la population ont besoin d'une aide humanitaire et 50 % ont besoin d'une aide alimentaire. La Libye est un autre point chaud où les conflits minent la sécurité alimentaire. Selon le rapport, 6 % de la population ont besoin d'une aide alimentaire.

Lors de la présentation du rapport au Caire, le Sous-Directeur général et Représentant régional de la FAO, Abdessalam Ould Ahmed, a mis l'accent sur l'importance capitale du renforcement de la résilience et du maintien de la paix au Proche-Orient et en Afrique du Nord, en vue d'améliorer le bien-être des populations. M. Ould Ahmed a souligné « le

besoin croissant de mettre en œuvre des politiques et des pratiques globales et à long terme pour atteindre l'objectif « Faim Zéro » d'ici à 2030 ». Il a ajouté que « lorsque les pays de la région souffrent d'une escalade des conflits, la tâche consistant à affronter les problèmes pressants de la malnutrition, de la pénurie d'eau et du changement climatique devient plus difficile, mais en même temps plus urgente ». « Ce n'est qu'en améliorant la coopération et la solidarité que la région réussira à mettre fin aux conflits et à la violence et renouera avec le développement », a encore dit M. Ould Ahmed.

Le rapport fixe les bases pour mesurer les progrès futurs vers la réalisation de l'ODD 2 dans la région MENA en utilisant les derniers indicateurs pour les cibles ODD sur la faim et l'insécurité alimentaire (Objectif 2.1) et la malnutrition (Objectif 2.2). Le rapport identifie également comment les conflits entravent le suivi des ODD. Les agences des Nations unies collectent et évaluent les informations sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel pendant les conflits, mais les données ne sont pas toujours complètes et peuvent être difficiles à comparer avec les données en temps de paix.

Au-delà des statistiques, le rapport se concentre sur les facteurs fondamentaux qui entraînent des améliorations de la sécurité alimentaire et de la malnutrition : réduction de la pauvreté, croissance économique, amélioration de la nutrition maternelle et infantile et de la santé publique, augmentation de la quantité et de la qualité des aliments et cessation des violences.

Che Guevara, apôtre des opprimés III

Che Guevara : un révolutionnaire intégral

Le cinquantième anniversaire de l'assassinat du Che en Bolivie le 9 octobre 1967 offre l'occasion de revenir sur le parcours du révolutionnaire cubano-argentin qui a dédié sa vie à la défense des « Damnés de la terre ».

Comment le Che est-il devenu Président de la Banque nationale de Cuba ?

Le Che n'était pas un économiste de formation mais un médecin. Même s'il possédait des connaissances dans ce domaine, acquises au fil de lectures diverses, le monde bancaire lui était étranger. Mais il fallait une personnalité probe à la tête d'une institution qui avait vu se succéder les fripons, et le Che était la personne idéale. Il a accepté la responsabilité par devoir révolutionnaire. Les nouveaux billets étaient signés de son surnom « Che ». Il a toujours eu un mépris souverain pour les richesses matérielles.

Quand a-t-il été nommé Ministre de l'industrie ?

Le Che est nommé Ministre de l'Industrie en février 1961 avec pour objectif de développer et de renforcer ce secteur, vital pour l'économie cubaine. Fort de son expérience au sein de l'Institut national de réforme agraire, et notamment au Département d'Industrialisation, il est considéré comme le plus apte pour ce poste. Il l'occupera pendant plusieurs années. Confronté à la réalité du pouvoir, le Che devient plus pragmatique, sans pour autant renoncer aux principes

qui constituent le socle de son action politique. Selon lui, l'Etat doit prendre le contrôle des moyens de production et des secteurs stratégiques du pays, et diversifier son économie afin de tendre vers la souveraineté énergétique, alimentaire, technique et scientifique. Le Che a dû réaliser sa tâche dans un contexte de lutte des classes extrêmement marqué contre un vieil ordre suranné et moribond qui refusait d'admettre la nouvelle réalité révolutionnaire. Cuba a dû également faire face à la pénurie de spécialistes et de techniciens qui ont pour la plupart choisi d'émigrer vers les Etats-Unis, attirés par les conditions de travail offertes par les autorités étasuniennes. Dans sa

guerre idéologique contre La Havane, Washington avait lancé une campagne destinée à vider le pays de son capital humain. Le cas le plus emblématique et dramatique reste celui des médecins : parmi les 6 000 médecins que comptait Cuba en 1959, plus de 3 000 ont abandonné le pays dès les premiers mois, occasionnant une grave crise sanitaire à Cuba.

En tant que ministre, le Che a imposé discipline et rigueur en prêchant par l'exemple. L'efficacité était sa grande priorité. Comme membre du gouvernement, le Che disposait de certains avantages matériels. Une

anecdote permet d'illustrer quel type d'homme était l'Argentin. Lors d'une réunion publique dont l'objet était le carnet d'approvisionnement, un citoyen présent est intervenu pour apporter la contradiction au Che en lui disant la chose suivante : « Commandant, vous tenez ces propos car votre famille n'est pas sujette au carnet d'approvisionnement ».

Il faut rappeler que le carnet d'approvisionnement a été établi en 1960 suite aux sanctions économiques imposées par les Etats-Unis. L'objectif du gouvernement révolutionnaire était de fournir à l'ensemble de la population les produits alimentaires basiques pour une vie décente, et éviter le développement de la famine. Le Che n'a rien répondu.

Le lendemain, il a fait venir le citoyen en question et lui a dit : « Jusqu'à hier, vous aviez raison ». L'Argentin, alors ministre, avait exigé que sa famille vive dans les mêmes conditions que les Cubains et soit sujette au carnet d'approvisionnement. Cela illustre la grande rectitude morale du Che.

Salim Lamrani
Université de La Réunion

In kozman pou la rout

« Kozman lo roi i tonm pa atèr »

Lo vré diférans rant in roi, sansa in shèf, épi nou sé ké si ni pé done anou lo droi koz la boush rouvèr, in shèf, sansa in roi, i pé pa pèrmète ali fé in n'afèr konmsa. Pars si li fé sa, li lé riskab antrènn son pèp dann malizé. Li pé galman fé d'tor son bann z'alyansé. Mé nou, si ni di di in mové parol, si ni donn in mové kozman, lo risk lé pou nou solman é pa pou l'imanité. Mèm fé d'tor in éi, sansa in nasyon ni pé pa... Antansyon, lé ga, koméla, nana désèrtin shèf épi désèrtin roi i kroi z'ot lé lib koz konm zot i vé, é kan bèzman i ariv sé bann sitoïyin, sansa lo pèp k'i gingn boubou dsi la lèv. Donk lo shèf épi lo roi na l'droi koz kom zot i vé, fé sak zot i vé ? La pa vré sa, pars in gran shèf i doi an avoir lo sans l'intéré zénéral plis ké ou é ké moins ansa zot n'arté pal o shèf sansa lo roi. Alé ! Mi lèss azot réfléjsjhi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Alon koz ankor in kou dsi kode noir/troizyèm morso

Alon koz in kou dsi l'afranshisman bann zésklav. Pars, dann tan l'ésklavaz, té posib pou in zésklav artrouv son libèrté. Mi pans zot i koné listoir Gran Mèr Kala : i parétre sa té in moun té i koné géri l'moun kisoï avèk zèrbaj, kisoï avèk konprès lo ho, kisoï ankor avèk lo bi zèrbaz. Sé konmsa k 'in zour la fiy lo mètr la tonm malad é la pa pass loin pou èl alé arzoïnn son z'ansète l'ot koté d'la vi. Lo mètr, la di granmèr kal, vi k'èl i koné soign demoun, soign son madam épizapré va donn ali son libèrté.

La nuite l'arivé é la tizanyèz la réfléshi in bon pé, la majine Bondyé pétète pa tèlman pou gingn son libèrté mé pou èl amontr lo mètr, èl osi té kapab fé dé shoz i dépass lo ordinèr ; bondyé la bien ékout aèl épi la donn aèl in manyèr pou soign fanm lo mètr. Zétoil katrèr té pankor disparète dann syèl, èl té fine alé rode la tizane épizapré èl té fine préparé pou lo mètrès... Dé troi zour apré, lo fanm té fine géri épi granmèr kal té fine gingn son libèrté.

Mi sava pa anparl plis la dsi pars sak i intèrès amoin zordi sé d'parl l'afranshisman. Lo vré sète la. Pars dé foi l'avé sak té fo. Kansa par ébzant ? Kan in zésklav lé vyé é lo mètr i vé sinploman débaras dé li pars li té i ansèrv pi arien sof a donn lo zésklav manzé épi linz é tazantan in boukan pou li rès dodan... Lo kode noir, konm zot i koné i di koman i afranshi in zésklav : si li la bien aji, épi si li lé kapab dirij ali par li mèm.

Lo mètr i doi donn son zésklav in karo la tèr pou planté épi pou mont in boukan par dsi. Biensir, la plipar d'tan i donn lo zésklav in karo la tèr in pé loin loin épi la pa in tèr fèrtil pars la plipar d'tan li pran posésyon in karo d'rosh é pa in karo la tèr fèrtil. Mélo zésklav, souvan dé foi, la nyabou mète son tèr an valèr, vann désèrtin produi épi firamézir ahrandi son karo.

Alé, mi arète la pou somenn isi mé lé posib a konté d'lindi mi fé ankor inn dé modéklri dsi l'ésklavaz pars sa lé si tèlman inportan pou nout péi. Ni artrouv san tardé.

Justin